



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2017-2018

VG

P.V. PETI 26

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 12 septembre 2018

Ordre du jour :

1. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique
2. Pétition 1104 - Pour l'intervention du Gouvernement luxembourgeois auprès des instances des États-Unis d'Amérique en faveur de la préservation de l'Arctic National Wildlife refuge
- Examen de la pétition
3. Suivi des pétitions en cours d'instruction
4. Divers

*

Présents : Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry remplaçant M. Marc Angel, M. Lex Delles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, Mme Claudine Konsbruck, M. Marco Schank, Mme Sam Tanson remplaçant M. Roberto Traversini, M. David Wagner

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, M. Roberto Traversini

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

*

1. **Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique**

Après un échange de vues, les membres de la Commission émettent un avis favorable au sujet de la recevabilité des demandes de pétition publique 1084, 1087, 1093, 1097 et 1076.

Demande de pétition publique 1084 - Le dépassement d'une température de 30°C sur le lieu de travail octroie au salarié / fonctionnaire (tout secteur confondu, c.à.d. privé et public) le droit à un congé spécial respectivement un droit de retrait non imputable sur

la rémunération fixe et variable (en l'espèce primes, treizième mois etc.)

Demande de pétition publique 1087 - Interdiction totale de l'importation, la commercialisation et l'usage de sachets plastiques non recyclables et le remplacement par des sachets biodégradables et compostables

Demande de pétition publique 1093 - Fir een Déierenasyl am Norde vum Land

Demande de pétition publique 1097 - Fir eng obligatoresch Visitt vun all Lycées-Schüler am fréiere Konzentratiounslager zu Hinzert / Pour une visite obligatoire de chaque lycéen à l'ancien camp de concentration de Hinzert

La demande de pétition publique 1076 - Déduction des coûts d'accès à internet dans le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tenue en suspens jusque-là, rencontre également l'assentiment de la Commission.

Les textes amendés par les pétitionnaires à la demande de la Commission sont également avisés favorablement.

Demande de pétition publique 1078 - Plan de travail 6 mois en avance pour les employés des secteurs soins à domicile, maisons de soins, maisons de retraite et hôpitaux

Demande de pétition publique 1080 - Pour conserver le droit de fumer aux terrasses des restaurants

Demande de pétition publique 1082 - Congé pour raisons familiales accordé aux 2 parents simultanément en cas d'hospitalisation d'un enfant

Les membres de la Commission émettent un avis négatif au sujet des demandes de pétition publique 1083, 1085, 1095, 1099, 1100 et 1103.

Ils invoquent, pour les demandes de pétition publique 1083, 1085 et 1095, l'article 155bis (3) du Règlement de la Chambre selon lequel une pétition publique introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Demande de pétition publique 1083 - Géint d'Diskriminatioun vun de Fëmmerten absëns géint e Verbuet fir op Terrassen ze fëmmen

Voir demande de pétition publique 1080 - Pour conserver le droit de fumer aux terrasses restaurants, déposée le 24 juillet 2018 ;

Demande de pétition publique 1085 - Einweg, Mehrweg Pfand op PET Fläschen

Voir pétition publique 995 - Fir d'Aféierung von engem Vidange-System fir Béchsen, Einwegglas- a Plastikfläschen / pour l'introduction d'un système de consigne sur les canettes, les bouteilles en verre perdu et en plastique, déposée le 4 avril 2018 ;

Demande de pétition publique 1095 - Répartition équitable des coûts des charges et travaux dans les résidences, immeubles, maisons, etc. entre propriétaires

Voir pétition publique 1011 - Règle de répartition des charges communes d'une résidence, déposée le 04.05.2018

Demande de pétition publique 1099 – « Sou ass Lëtzebuerg! "-Feierdag »

La Commission opine que le principe de l'intérêt général n'est pas respecté et que les intérêts individuels sont d'office exclus dans le cadre d'une demande de pétition publique.

Demande de pétition publique 1100 - Une option afin de voter, par signature, contre le but d'une pétition lancée

De par sa définition, la pétition est un écrit par lequel quelqu'un ou un groupe expose ses opinions, formule une plainte ou une demande auprès des autorités et n'est pas à confondre avec un sondage d'opinion. S'il est vrai qu'il est loisible au pétitionnaire de demander une modification de la réglementation en matière de pétitions, il appert que la conception exposée dans la présente demande est contraire à la logique même et à la terminologie du système de pétitions. Par ailleurs, la présente demande ne pourrait s'appliquer aux pétitions ordinaires qui ne sont pas ouvertes à signature sur le site public. Enfin, la Commission tient à rappeler que le système de pétition publique de la Chambre des Députés permet aux internautes d'exprimer leurs opinions dans le forum de discussion.

Demande de pétition publique 1103 - STOP dem "Wormer Karussell!"

L'objet de la présente requête relève du domaine de compétence de la commune de Wormeldange. Copie de la pétition est envoyée, aux fins qu'il appartiendra, au bourgmestre de la commune de Wormeldange.

La Commission demande une reformulation de texte pour une série de demandes de pétition publique.

Demande de pétition publique - 1086 - Vëlosfuerer, déi de Code de la Route net uwenden, z.B. duerch Rout fueren, lénks iwwerhuelen, op Kräizungen net stoe bleiwen asw, mat Punkten vum Autosführerschäin an enger ugepassten Amende bestrofen

Il va de soi que les cyclistes sont tenus, au même titre que les automobilistes et les piétons, au respect des règles du Code de la route. Toutefois il est loisible au pétitionnaire de demander une adaptation des amendes.

Demande de pétition publique 1088 - Le jetage de mégots et de déchets dans la nature ne doit plus être considéré comme un geste anodin

Selon le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 en exécution de la loi relative aux déchets, l'action de jeter ou d'abandonner un déchet (mégots, chewing-gum, emballages vides...) dans la nature est illégale et peut donner lieu à un avertissement

taxé allant de 49 euros à 250 euros.

Dans ce sens, la Commission demande au pétitionnaire de reformuler son texte en présentant un ou plusieurs cas de revendication précis.

Demande de pétition publique 1089 - Interdiction de consommation d'alcool aux cafés et restaurants quand il y a des enfants de moins de 12 ans

La Commission souhaite se voir fournir des explications sur la relation entre le but et la motivation de la pétition et demande au pétitionnaire de reformuler son texte en étayant la mise en pratique concrète de l'idée principale de sa demande, à savoir l'interdiction de consommer de l'alcool dans les cafés en présence d'enfants de moins de 12 ans, par un argumentaire détaillé.

Demande de pétition publique 1090 - Pots d'échappement de véhicules faisant trop de bruit

Etant donné que le règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 complétant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues (voir Directive 2007/34/CE de la Commission, du 14 juin 2007, portant modification, aux fins de son adaptation au progrès technique, de la directive 70/157/CEE du Conseil concernant le niveau sonore admissible et le dispositif d'échappement des véhicules à moteur) fixe une limite sonore bien inférieure à 125 décibels, il reste uniquement possible de modifier la limite du niveau sonore admissible vers le bas.

Le pétitionnaire est prié d'en tenir compte dans un texte reformulé.

*Demande de pétition publique 1091 - - déménager toutes les surfaces administratives ministérielles n 'ayant pas un intérêt géographique d'exercer leurs activités dans le canton de la ville de Luxembourg à un nouvel endroit "Admin-City" (1er volet)
- centraliser tous les guichets ministériels ouverts aux citoyens et aux entreprises sous un seul toit (2e volet)*

La Commission invite le pétitionnaire à fournir un intitulé plus concis et à préciser la procédure de mise en pratique de son texte qui ne comporte aucune ponctuation.

Demande de pétition publique 1092 - Pétition pour obtenir 2 jours par an pour partenaire malade - petition to get 2 days per year for sickness of your partner

La Commission demande au pétitionnaire de préciser le terme de « partenaire », de remplacer le terme de « 2 jours » par celui de « 2 jours de congé » et de rédiger la motivation en phrases complètes.

Demande de pétition publique 1094 - Pour une introduction généralisée et obligatoire du Fastjekt (injection d'adrénaline) dans les crèches, écoles et lieux de travail en cas de choc anaphylactique dû à un allergène (alimentaire, piqûre d'insecte, médicament)

La Commission demande des précisions sur les conditions de mise à disposition du « Fastjekt », notamment par un professionnel de la santé.

Demande de pétition publique 1098 - Prohibition aux cyclistes de rouler en parallèle sur les routes dans les agglomérations et hors agglomération

Etant donné que toute demande de pétition publique doit obligatoirement être d'intérêt

général, les intérêts individuels étant exclus, l'emploi des pronoms personnels je et nous est à éviter.

Demande de pétition publique 1101 - Suppression des frais de route mensuels des travailleurs. Remplacement de ces frais mensuels par le remboursement d'un abonnement train/ bus

La Commission demande des précisions sur le cadre fiscal de la demande.

Demande de pétition publique 1102 - Baisse d'impôts pour les célibataires

En vue d'une meilleure lisibilité du texte, la Commission demande au pétitionnaire de fournir un texte plus concis et d'éviter l'emploi du pronom personnel je.

Demande de pétition publique 1077 - Fir d'Unerkennung an den Etablissement vum e-Sport am Lëtzebuenger Land.

La Commission demande une légère modification au niveau de l'intitulé.

Demande de pétition publique 1096 - Gratis Krunnewaasser am Restaurant

Monsieur le Président renvoie à la prise de position gouvernementale relative à la pétition 639 - A quand la possibilité de recevoir une carafe d'eau du robinet au restaurant à Luxembourg ? qui sera transmise au pétitionnaire.

La demande 1096 sera analysée en fonction de la réponse du pétitionnaire.

2. **Pétition 1104 - Pour l'intervention du Gouvernement luxembourgeois auprès des instances des États-Unis d'Amérique en faveur de la préservation de l'Arctic National Wildlife refuge**

La Commission examine la pétition sous rubrique et décide d'en saisir le Ministre des Affaires étrangères.

3. **Suivi des pétitions en cours d'instruction**

Validation de signatures

Pétition publique 1069 – Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

La Commission valide 4.668 signatures apposées à la pétition publique 1069, le détail se présentant comme suit :

SIGNATURES ELECTRONIQUES :	4.551
(APRES la suppression de 128 doublons)	
SIGNATURES SUR PAPIER	345
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES	4.896
NOMBRE DE SIGNATURES CONTROLEES	4.896 = 100 %
NOMRE DE SIGNATURES NON VALIDES	228 = 4,65 %
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES VALIDES	4.668

Le seuil des 4.500 signatures étant dépassé, la pétition sous rubrique fera l'objet d'un débat public.

Suit un échange de vues au sujet de la date du débat.

Monsieur le Président juge inopportun vis-à-vis du pétitionnaire d'organiser un débat public en pleine campagne électorale en présence de Députés dont le mandat viendra à échéance prochainement. Suivant le même raisonnement, les éléments de conclusion présentés par le Gouvernement actuel ne sont pas nécessairement repris tels quels par le nouveau Gouvernement. A cela s'ajoutent des problèmes d'ordre pratique dans la mesure où les travaux en la salle plénière s'étendront jusqu'à fin octobre. Or, le Règlement de la Chambre dit que « la réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre. La presse accréditée et le public sont autorisés à assister à la réunion... »

Un membre de la Commission donne à penser que la pétition *publique 1080 - Pour conserver le droit de fumer aux terrasses des restaurants sera prochainement ouverte à signature.*

La Commission décide unanimement qu'il appartiendra à la Chambre issue des élections législatives du 14 octobre 2018 d'organiser le débat public sur la pétition 1069. Le pétitionnaire sera informé en ce sens.

La Commission procède ensuite à la validation des signatures des pétitions publiques reprises ci-après. Vu qu'aucune d'entre elles n'a atteint le seuil de 4.500 signatures, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires sont invités à se prononcer, dans le délai d'un mois, sur une poursuite éventuelle de l'instruction de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

Pétition publique 988 - Etablissement de l'égalité fiscale

Signatures : 9
Doublons : 0

Pétition publique 997 - Imposer une obligation de tri des déchets papier/ carton pour toutes les entreprises afin d'assurer leurs recyclages

Signatures : 97
Doublons : 4

Pétition publique 1023 - Abolition du principe de l'imposition du bénéficiaire de spéculation immobilière lorsque l'intervalle entre l'acquisition et la réalisation d'immeubles est inférieur ou égal à 2 ans pour éviter la rétention du marché d'immeubles qui est co-responsable de la flambée des prix des logements

Signatures : 59
Doublons : 1

Pétition publique 1041 - Gratis Lëtzebuergesch Sprooch Coursen fir d'Awunner Cours de luxembourgeois gratuits pour les résidents Gratis Luxemburgisch Kurse für Einwohner

Signatures : 563
Doublons : 6

Pétition publique 1043 - Helmpflicht um Vëlo bis 12 Joer

Signatures : 73

Doublons : 5

Pétition publique 1045 - Eng blo Luucht fir d'Dokteren déi op ee Noutfall fuere mussen

Signatures : 203 (dont 22 sur papier)

Doublons : 0

Pétition publique 1049 - Für die Einführung eines sich an der Armutsgrenze orientierendem BEDINGUNGSLOSEN GRUNDEINKOMMENS (BGE) zur Förderung des freien, bewusstseinsfördernden, individuellen Denkens und der sozialen Zukunft Luxemburgs.

Signatures : 312

Doublons : 10

Pétition publique 1050 - Den Weg ebnen um eine Hanfindustrie in Luxemburg zu schaffen

Signatures : 544

Doublons : 21

Pétition publique 1053 - Contre la précarisation des chercheurs au Luxembourg

Signatures : 450

Doublons : 2

Pétition publique 1056 - Dopingtest am Arbeitsplatz - Dopingbekämpfung per Gesetz

Signatures : 28

Doublons : 1

Pétition publique 998 - Le contrôle de la mise en place de la récupération/tri des Déchets des Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) ménagers par les distributeurs des EEE ménagers

Signatures : 26

Doublons : 0

Pétition publique 1011 - Règle de répartition des charges communes d'une résidence

Signatures : 23

Doublons : 0

Pétition publique 1057 - Introduction du droit à la déconnexion

Signatures : 407

Doublons : 2

Pétition publique 1058 - Prise en charge des soins préventifs dentaires (parodontie)

Signatures : 124

Doublons : 2

Pétition publique 1062 - Pour un temps de travail légal dégressif pour les salariés à partir de l'âge de 50 ans sans perte de salaire

Signatures : 1199

Doublons : 16

Pétition publique 1064 - Egalité en matière de pension pour les couples vivant en ménage commun sans être mariés ni pacsés et ayant des enfants en commun ou non

S

Signatures : 105
Doublons : 2

Pétition publique 1066 - Ofschafe vu Flichtdeeler bei Ierwschaften, egal a wat fir enger Form

Signatures : 208
Doublons : 4

Demandes de reclassement en pétitions ordinaires

A la demande des pétitionnaires, les pétitions publiques reprises ci-après sont reclassées en pétitions ordinaires et transmises aux Ministres compétents en vue d'une prise de position gouvernementale.

Pétition publique 1004 - Arbeitszeiterfassung - Saisie du temps de travail

Pétition publique 1007 - Pour le plafonnement des loyers

Pétition publique 1021 - Lac de loisirs sur le Plateau du Kirchberg

Clôtures

Les auteurs des pétitions reprises ci-après ne s'étant pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétitions ordinaires, la Commission décide que l'instruction de ces pétitions est à considérer comme étant close.

Pétition publique 978 - Fir d'Ofschafe vu mobile Chantecher op den Autobunnen während dem Dag

Pétition publique 984 - Adaptation des avertissements taxés automatiques (Radar) pour dépassements de vitesse mineurs (1 à 3 km/h)

Pétition publique 985 - Interdiction de fumer aux arrêts de bus, tram, train

Pétition publique 991 - Für die Benutzung von Papiereinkaufstüten, welche aus wiederverwendetem Papier "Recyclingpapier" hergestellt wurden, sowie das Verbot von Plastiktüten als Einkaufstüten, in sämtlichen Großflächenkaufhäusern und Geschäften

Pétition publique 994 - Autorisation pour tout véhicule motocyclique de rouler sur les voies d'autobus et de taxi comme dans d'autres grandes villes d'Autriche

Pétition publique 999 - Interdire aux motards de circuler par la voie médiane sur les autoroutes

Pétition publique 1000 - Pour un congé extraordinaire de trois jours en cas de décès d'un parent ou allié au 2^e degré

Pétition publique 1002 - Réformation de la période maximale d'éducation des enfants connue sous le nom de "Baby Years"- Opwäertung vun den Erzéiungsjoenen "Baby Years"

Pétition publique 1014 - Introduction d'un système d'honoraires proportionnels

dégressifs en faveur des agents immobiliers dans le cadre de transactions immobilières en vue de freiner la flambée des prix sur le marché du logement

Pétition publique 1024 - Harmoniser le taux d'imposition entre les personnes mariées et les personnes célibataires

Pétition publique 1025 - Recevabilité de la preuve digitale lors d'infractions commises par les automobilistes / motards

Pétition publique 1026 - Pfingstdienstag als Luxemburger UNESCO-Kulturerbe-Tag zum gesetzlichen Feiertag bestimmen

Pétition publique 1027 - Accorder la classe d'impôt 2 aux couples pacsés de la même manière qu'aux couples mariés

Pétition publique 1028 - Autoriser l'utilisation de "Dashcam" ou caméras embarquées dans les véhicules au Luxembourg

Pétition publique 1030 - Améliorer la sécurité des cyclistes sur la voie publique

Pétition publique 1033 - Frais d'agence en cas de location d'un bien immobilier

L'auteur de la *pétition 410 - Réforme du divorce et de l'autorité parentale* n'a pas réagi à la lettre l'informant sur le vote de la loi portant sur la réforme du divorce. Partant, l'instruction de cette pétition est à considérer comme étant close.

Les prises de position gouvernementales relatives aux pétitions reprises ci-après sont restées sans suite de la part des pétitionnaires. Partant, la Commission décide d'en clôturer l'instruction.

Pétition 903 - Rétablissement de l'éclairage public le long des autoroutes luxembourgeoises

Pétition 905 - Renforcer les moyens d'actions pour demander la fermeture et le démantèlement de la centrale nucléaire de Cattenom

Pétition 912 - Création d'une vignette automobile pour que les travailleurs puissent stationner sans contrainte la journée

Pétition 917 - Prise en charge plus élevée par la Caisse de Maladie pour les aides visuelles et reconnaissance comme handicap

Pétition 936 - Pour la liberté de choix du nom de famille des époux en cas de mariage

Prises de position du Gouvernement

La Commission décide de transmettre une série de prises de position gouvernementales aux pétitionnaires. Sans réaction de leur part dans un délai de deux mois, l'instruction de ces pétitions sera à considérer comme étant close.

Pétition 884 - Einführung einer Freizeitlärm - Richtlinie in Luxemburg Damit gemeint sind nicht die Sportanlagen, Gaststätten oder Kinderspielplätze, sondern Life-Musik Darbietungen, Rockmusikdarbietungen, Freilichtbühnen und ähnliches
Prise de position de la Ministre de l'Environnement du 7 août 2018

Pétition 981 -Utilisation d'un gyrophare rouge pour infirmiers de garde et volontaires des services de secours
Prise de position du Ministre du Développement durable et des Infrastructures du 29 août 2018

Pétition 986 - Une réglementation européenne pour des associations sans but lucratif européennes (a.s.b.l.e.)
Prise de position du Ministre de la Justice du 9 août 2018

4. **Divers**

La Commission prend note d'une lettre en copie de l'Ambassade autrichienne à la Ministre de la Santé en date du 20 août 2018.

Monsieur le Président signale l'envoi à l'adresse « pétition » de trois courriels :

- du 18.08.2018 relatif à la limitation du droit de vote,
- du 20.08.2018 relatif à la consigne sur bouteilles en plastique,
- du 07.09.2018 relatif à l'imposition des célibataires.

Les auteurs de ces courriels sont invités à introduire leurs demandes en bonne et due forme.

Monsieur le Président informe l'assistance que la Commission continuera à siéger après les élections législatives du 14 octobre 2018.

Luxembourg, le 28 septembre 2018

La Secrétaire-administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank